

# Union nationale = intérêts du Capital !

Depuis les massacres perpétrés à *Charlie Hebdo* et à *l'Hypercashier* de la porte de Vincennes, les deux têtes de l'Exécutif, relayées par leurs ministres, ne cessent de nous rebattre les oreilles avec l' "Union nationale". Désormais il faudrait mettre de côté toutes les différences d'opinion et de classes pour se ranger unanimement sous la bannière de la lutte contre le terrorisme et l'islamisme radical brandie par le Président de la République et le gouvernement.

C'est là bien sûr une tentative de convaincre la population du bien-fondé de la politique d'interventionnisme militaire actif que l'impérialisme français même à l'heure actuelle en Irak et dans nombre de pays d'Afrique, auxquels s'ajoutera sans doute demain la Libye.

Mais la manœuvre ne s'arrête pas là. Au travers du mot d'ordre d'Union nationale le gouvernement tente aussi de faire avaler aux classes laborieuses sa politique anti-ouvrière, notamment les différents projets de loi et mesures diverses qui mettront à mal de nouveau les retraites, les salaires, la protection sociale et le Code du travail.



Ainsi, lors de ses vœux "aux forces vives de la Nation", c'est à dire devant les représentants des patrons et ceux des confédérations syndicales ouvrières rassemblées dans une même salle, Hollande a souhaité que tous se montrent "à la hauteur de ce qui s'est passé dans le pays" en ajoutant que "la cohésion nationale" devait rassembler tous les participants et toutes les participantes malgré "leurs intérêts et leurs sensibilités différentes". Hollande a d'ailleurs répété la même chose à l'envi lors des différentes cérémonies de vœux qui se sont succédé en janvier.

C'est, a contrario, une façon de mettre en garde celles et ceux qui oseraient briser l'Union nationale, par exemple en tentant de bloquer le pays par des grèves ou en organisant dans la rue des manifestations contre les interventions militaires françaises en Afrique ou ailleurs.

L'autre aspect de cette politique est de renforcer un peu plus le dispositif sécuritaire, toujours au nom de "la lutte contre le djihadisme".



Valls a notamment annoncé que pour celles et ceux soupçonné-e-s de terrorisme la garde à vue serait portée de 2 à 4 jours, les tribunaux composés uniquement de magistrat-e-s professionnels, les possibilités d'écoutes téléphoniques étendues, les critères de preuve allégés etc. On peut douter de l'efficacité réelle de telles mesures si on se souvient que la quinzaine de lois "anti-terroristes" votées depuis trente ans et l'application ininterrompue du plan Vigipirate depuis bientôt vingt ans, n'ont pas évité les meurtres de *Charlie Hebdo* et de *l'Hypercashier*.



*Par contre demain rien n'empêchera le gouvernement, celui-ci ou un autre, de détourner la nouvelle législation pour espionner, arrêter, voire poursuivre des syndicalistes, des militant-e-s de gauche ou d'extrême-gauche et des partisan-e-s de l'autodétermination des peuples minoritaires en les accusant de "terrorisme". L'Union nationale n'est donc pas seulement une illusion mais aussi un piège pour celles et ceux qui auraient la naïveté de s'y laisser prendre.*

## Sommaire :

- Page 1 : Union nationale = intérêts du Capital
- Page 2 : Les pompiers pyromanes de la "lutte antiterroriste"
- Page 3 : L'actualité de la lutte de classe
- Page 4 : Pays Basque - toujours et encore la répression
- Page 5 : Victoire électorale de Syriza en Grèce
- Page 6 : Film : "Coming Home". A Macaye : soutien à la Palestine



# Lutte contre le terrorisme

## Les pompiers pyromanes



Ovationné tant par la droite que par la gauche, Manuel Valls a donné le ton en déclarant solennellement devant l'Assemblée nationale : "La France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical".

Non seulement les interventions militaires de la France au Mali, en Centrafrique et en Irak seraient justifiées mais il faudrait les intensifier et les étendre peut-être à la Libye!

é  
d  
i  
t  
o

Il serait non seulement nécessaire de porter la guerre à l'extérieur, mais il faudrait aussi la mener à l'intérieur, en renforçant les mesures policières et judiciaires ! Quand les terroristes veulent imposer leur loi par les armes et la terreur, les dirigeants dits "démocrates" imposent la leur en attisant les peurs.

"Il faut bombarder l'Irak et la Syrie pour éradiquer le terrorisme", nous dit-on. Mais c'était le même discours pour l'Afghanistan. Et treize ans de guerre n'ont pas fait disparaître les Talibans. En Irak, ce sont les guerres contre le "terroriste" Saddam Hussein qui ont fait naître et prospérer les bandes djihadistes. Et ceux qui disent aujourd'hui vouloir éteindre l'incendie du terrorisme sont les mêmes qui l'ont allumé et qui continuent à alimenter les départs de feu par leur politique.

Pour mener à bien ces aventures militaires nos dirigeants n'hésitent pas à entrer dans de grandes coalitions aux côtés de quelques-uns des régimes les plus arriérés et les plus barbares de la planète comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar ou d'autres, comme la Turquie et la Jordanie, qui n'ont aucun scrupule pour museler toute opposition intérieure ou pour persécuter, sur leur sol, les minorités nationales ou religieuses.

Les pays riches, et plus particulièrement les impérialistes occidentaux, sont les premiers responsables du chaos au Moyen-Orient et en Afrique. Ils sont responsables du pillage, de la misère et des divisions qui affectent ces régions qu'ils ont longtemps colonisées. Dans le passé, en s'appuyant sur des couches dirigeantes locales corrompues et complètement à leurs bottes, ils ont su imposer leur domination sans jamais reculer devant des interventions militaires directes lorsque celle-ci était menacée.



Aujourd'hui ils exploitent l'émotion légitime suscitée par les attentats de Paris et l'horreur quotidienne des actions de l'Etat islamique en Syrie et en Irak pour créer un climat de guerre et justifier, auprès d'une opinion publique parfois déboussolée, l'appui qu'ils apportent aux pires régimes.

**Nous n'avons pas à déployer la grande échelle pour aider ces pompiers pyromanes à faire leur sale boulot !**

**A bas la guerre !**



# La lutte de classe... plus que jamais d'actualité !

Le gouvernement et le Medef entendent bien utiliser la situation d'Union nationale créée après les attentats pour faire passer de nouvelles mesures contre les travailleurs. Loi Macron, loi Rebsamen : autant d'attaques pour aggraver encore davantage les conditions de travail.

## La loi Macron,

### « pour la croissance et l'activité »

Sous cet intitulé ronflant, la loi Macron ne comporte pas moins de 209 articles portant sur des domaines aussi différents que les prud'hommes, le logement, l'environnement, les professions réglementées, les transports etc. Le gouvernement veut aller vite et pour cela utilise la « procédure accélérée ». Rien d'étonnant lorsqu'on sait que des volets de cette loi remettent gravement en cause le Code du travail.

Ainsi, les règles portant sur les plans sociaux sont modifiées pour faciliter les licenciements en faveur du patronat. Elles pourront en effet s'appliquer à un seul établissement d'un grand groupe sans que ce dernier paye la facture.

La plupart des sanctions prévues par le Code du travail dans le cadre d'un conflit salarié-patron seraient transformées en amendes. Cela permettrait aux patrons d'échapper aux tribunaux. Et pour les délits concernant l'entrave au droit syndical, les peines d'emprisonnement seraient supprimées.

Les conseillers prud'hommes – dont les

jugements sont considérés comme étant trop favorables aux salariés – ne seraient plus que des assesseurs de juges professionnels.

Le travail dominical dans les commerces serait autorisé jusqu'à douze dimanches (contre cinq actuellement). Et dans les ZTI (zones touristiques internationales) les commerces pourraient carrément échapper à la règle du repos dominical, avec emploi possible jusqu'à minuit, le travail de nuit n'étant décompté qu'à partir de 21h.

## Et ensuite la loi Rebsamen

Elle doit modifier les « seuils sociaux » en entreprise, contre les intérêts des salariés. Les instances de représentation (délégués du personnel, comité d'entreprise, comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail-CHSCT) fusionneraient en un seul « conseil d'entreprise ». Les représentants du personnel seraient moins nombreux qu'actuellement et auraient moins d'heures de délégation. Le budget global serait réduit. Le CHSCT deviendrait une commission sans pouvoir. Les moyens d'information des salariés, les moyens de contestation de la politique patronale seraient donc nettement revus à la baisse. Le patronat en rêvait, un gouvernement dit « de gauche » lui donne satisfaction.

Le gouvernement espérait que syndicats et patronat parviendraient à un accord que la loi Rebsamen n'aurait plus qu'à entériner. La CFDT, la CFTC et la CGC étaient favorables au conseil d'entreprise unique mais le Medef refusant toute concession (comme par exemple sur la représentation des très petites entre-



prises), l'accord prévu n'a finalement pas abouti. Il faut dire aussi que de nombreux syndicalistes renâclaient devant des compromissions jugées inacceptables, comme la suppression des CHSCT. La CGT et FO ont certes refusé de signer les textes mais accepté au départ le principe d'une négociation dont l'issue ne pouvait qu'être négative pour les travailleurs.

Les discussions reprendront-elles ? De toutes façons, Rebsamen a indiqué que le gouvernement fera voter une loi. Le projet est attendu au deuxième semestre. Il devrait comporter d'autres points comme permettre aux entreprises d'augmenter le temps de travail dans le cadre d'un projet (alors qu'actuellement une telle dérogation n'est possible que si l'entreprise se déclare en difficulté).

Encore de nouvelles menaces qui pèsent sur les travailleurs...

## Résister et riposter

Le dialogue social n'est qu'une mascarade organisée par le Medef, main dans la main avec le gouvernement, destinée à imposer des reculs aux travailleurs. Les syndicats n'ont pas à y participer ni à le cautionner. C'est la construction d'une mobilisation générale contre ces attaques répétées qui est à l'ordre du jour. Les chauffeurs routiers qui poursuivent, à l'heure où nous écrivons, des blocages de sites industriels afin d'obtenir de légitimes augmentations de salaire montrent la voie à suivre : celle de la lutte.





## Halte à la répression !

### Ouvrez les prisons, arrêtez les procès !

**L**e 12 janvier dernier, dans l'Etat espagnol, douze avocats qui défendent des prisonnier-e-s politiques basques ont été interpellés, au Pays Basque et en Navarre, ainsi que quatre membres présumé-e-s d'Herrira (collectif de soutien des prisonniers illégalisé depuis septembre 2013). Ils sont accusés de collaboration ou appartenance à une organisation terroriste. Rappelons qu'ETA a cessé définitivement la lutte armée depuis plus de trois ans et réitéré plusieurs fois sa participation au processus de paix initié en octobre 2011 par la déclaration d'Aiete.

Parmi les seize personnes interpellées, trois sont des avocats d'inculpés au méga procès de Madrid de 35 militants indépendantistes (dont Aurore Martin et Haizpea Abrisketa, du Pays Basque Nord). Les arrestations ont eu lieu le jour même de l'ouverture du procès. La veille, le président du gouvernement espagnol, Rajoy, défilait à Paris avec Hollande en faveur de la liberté d'expression... hypocrisie et manipulation manifestes !

Au cours de la même opération, 90 000 euros ont été saisis dans les locaux du syndicat LAB. Cet argent venait d'une collecte réalisée lors de la manifestation du 10 janvier à Bilbao qui a réuni 80 000 personnes en faveur du rapprochement et du regroupement des prisonniers au Pays Basque. Madrid cherche aussi à empêcher la solidarité économique.

Le procès a été suspendu et reporté à une date non connue à ce jour. Les avocats ont été libérés quelques jours après mais mis en examen. Leurs passeports leur ont été retirés et leurs contacts avec

les prisonniers sont désormais limités.

Ces arrestations – comme celles qui ont frappé il y a un an des interlocuteurs et avocats du Collectif des prisonniers politiques basques – touchent aux droits fondamentaux de la défense, droits en principe garantis par des conventions européennes. L'Etat espagnol entrave la défense juridique des prisonniers, voire cherche à les priver de leurs avocats. Ces avocats spécialistes de la question basque sont parvenus à neutraliser la doctrine « Parot » qui permettait à Madrid de retarder les remises en liberté; une soixantaine de prisonniers ont ainsi été libérés. La leçon a été retenue par Madrid qui complique maintenant par tous les moyens la voie légale empruntée par les prisonniers et leurs avocats.

Cette nouvelle atteinte s'ajoute à celle que constitue en lui-même le procès des 35 qui sont en effet poursuivis pour leur simple activité politique (participation à des meetings, réunions etc.), c'est à dire pour délit d'opinion.

Et Madrid n'en reste pas là. Cette même semaine, le Tribunal Suprême espagnol, au mépris de la législation européenne, a décidé qu'il n'appliquera pas la loi sur la confusion des peines. C'est à dire qu'une partie de la peine d'un prisonnier déjà accomplie dans une prison d'un pays de l'Union européenne, en France par exemple, n'est pas reconnue par le Tribunal et devra à nouveau être effectuée dans les geôles espagnoles. 56 prisonnier-ères sont concernés ainsi que leurs familles. La première victime est Santiago Arrozpide, dit Santi Potros. Interpellé le 19 janvier dernier dans sa ville natale de Lasarte, il a été de nouveau incarcéré ; il avait été libéré un mois et demi auparavant après 27 ans de prison, l'Audiencia Nacional ayant pris en



compte les 13 ans de détention dans les prisons françaises.

L'Etat espagnol - et à sa suite l'Etat français - maintient la voie répressive alors que la société basque et nombre de ses organisations sont engagées dans la résolution démocratique, politique et pacifique du conflit. Ce refus de tout dialogue, ce blocage, cette répression tous azimuts sont autant de freins au processus de paix et relèvent de la provocation. Mais la société basque est ancrée dans sa volonté du triptyque « Droits de l'Homme – Résolution – Paix », base des mobilisations.

Pour dénoncer ces nouvelles attaques à l'encontre des droits démocratiques, des manifestations ont eu lieu au Pays Basque, ainsi les 12 et 16 janvier à Bayonne, le 17 janvier à Saint Sébastien ; le même jour, 1 600 personnes ont défilé à Saint-Jean-Pied-de-Port pour soutenir Aurore, Haizpea et Intza Oxandabaratz, cette dernière étant accusée d'association de malfaiteurs avec ETA. Son procès en appel a eu lieu le 21 janvier et le procureur a requis 6 ans de prison ! Le résultat est attendu le 18 mars.

Dernière mauvaise nouvelle en date du 27 janvier : quatre jeunes (trois du mouvement de jeunesse abertzale Aitzina et un du collectif Lurra Etxebiztza qui lutte contre la spéculation immobilière) ont été interpellés sur ordre du parquet antiterroriste et placés en garde à vue.

**La mobilisation ne peut que s'amplifier pour faire reculer les gouvernements espagnol et français, exiger l'arrêt des poursuites, la relaxe pure et simple de toutes et tous les inculpés, et la fin de la répression.**

liberté d'expression ?  
répression contre les militants basques



# La victoire de Syriza en Grèce

## Lendemain qui chantent ou qui déchantent ?

**E**n obtenant fin janvier plus de 36 % des voix et 149 sièges sur 300 au Parlement grec, la coalition de gauche Syriza a gagné sans appel les élections législatives, laissant loin derrière le parti de droite de la Nouvelle Démocratie et les socialistes du Pasok, deux formations déconsidérées par la corruption mais aussi par la politique de rigueur qu'elles avaient mise en place à la demande de la Troïka formée de la Banque Centrale Européenne, de l'Union Européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les conséquences d'une telle politique ont conduit le pays à la ruine: le chômage touche désormais 27% de la population et un jeune sur deux, près de 15 % des 11 millions de Grecs vivent sous le seuil de pauvreté, en quelques années le salaire minimum, les pensions et retraites ont baissé de 22%, l'âge de départ à la retraite a reculé, des hôpitaux publics ont fermé entraînant le licenciement de milliers de soignants, plus de 200 000 postes ont été supprimés dans la Fonction publique etc.

Face à cela la classe ouvrière et le peuple grec ne sont pas restés les bras croisés. Depuis 2010 une

trentaine de journées de grève générale ont été organisées, les manifestations de rue se sont multipliées ainsi d'ailleurs que les grèves partielles et les occupations d'entreprise.

La victoire de Syriza est donc la traduction, sur le plan électoral, des sentiments de frustration, de colère et de ras-le-bol de l'électorat populaire. En outre les promesses de son leader, Alexis Tsipras, de renégocier la dette publique grecque mais aussi de refaire passer de 580 à 751 euros le salaire minimum, de rétablir l'électricité dans 300 000 foyers qui n'avaient pu payer leurs factures, de rétablir un 13ème mois pour les pensions inférieures à 700 euros, de protéger les habitations principales contre les saisies bancaires, n'ont pu mettre que du baume au coeur à celles et ceux pour qui la situation était devenue intenable.

Ceci dit l'euphorie pourrait être de courte durée. Car dans les mois et les semaines précédents les élections Syriza n'a cessé de mettre de l'eau dans son vin pour rendre son programme acceptable par les tenants de la finance internationale.

La suppression pure et simple de la dette grecque est devenue "renégociation", les nationalisations ont disparu de son vocabulaire et son leader, Alexis Tsipras, a multiplié les déplacements, notamment aux Etats-Unis et à la City



de Londres, pour affirmer que son programme n'était en rien révolutionnaire et parfaitement compatible avec une gestion capitaliste responsable. De plus, sur le plan intérieur, il ne semble plus disposé à s'attaquer à deux des plus riches groupes de la société grecque, les armateurs et l'Eglise orthodoxe.

Dans ces conditions il n'est pas vraiment étonnant que pour obtenir la majorité absolue au Parlement et constituer un gouvernement, Syriza ait opté pour une alliance avec le Mouvement des Grecs Indépendants, un parti euro-sceptique de droite très lié au Patriarcat orthodoxe. Tsipras s'en tient à la voie institutionnelle et n'entend guère appeler à la mobilisation du monde du travail ni s'appuyer sur elle.

*Mais au delà des compromis et des compromissions que pourra faire la direction de Syriza, il appartiendra aux travailleurs et aux travailleuses de Grèce de rester mobilisé-e-s dans la rue pour, le cas échéant, faire entendre de nouveau leurs voix... et pas seulement dans les urnes. Il n'y aura pas d'autre moyen, face à leur propre bourgeoisie et à la Troïka, pour que leurs exigences soient satisfaites.*





Film

COMING HOME,

de Zhang YIMOU

Le film raconte l'histoire d'une femme Feng (Gong Li) qui ne reconnaît pas son mari Lu (Chen Daoming) lorsqu'il est libéré et qu'il revient chez lui après des années d'absence. Pendant la Révolution culturelle, considéré comme intellectuel droitiste, il a été arrêté et enfermé dans des camps jusqu'à la fin de celle-ci qui a permis sa libération.

Pendant ses années d'incarcération il a réussi à s'évader une fois et à contacter sa femme pour qu'elle le retrouve. Et c'est lors de ces retrouvailles qu'il est arrêté à nouveau par la police qui a reçu l'aide de la fille du couple Dan Dan (Yang Ni), jeune danseuse, qui, pour avoir le rôle principal dans un ballet, trahit ses parents et donne le lieu de rendez-vous de ceux-ci. Elle n'obtiendra pas ce qu'elle espérait car elle est considérée par le pouvoir comme la fille d'un traître.

C'est donc depuis cette journée catastrophique et du traumatisme qui en a découlé pour elle que Feng ne vit qu'en espérant le retour de son mari. Lorsqu'il revient elle ne le reconnaît pas. L'amour qui lie Lu à Feng est très fort et il fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'elle le reconnaisse, pour qu'elle se réconcilie avec Dan Dan qui a avoué sa trahison à son père. Il accompagnera sa femme, tout au long de sa vie, tous les mois à la gare pour attendre son mari qui doit rentrer mais qui ne rentrera jamais.

Ce film nous donne une image partielle de ce qui s'est passé en Chine lors de la Révolution culturelle et les dégâts humains qu'elle a causés dans la vie de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants. Zhang Yimou s'est inspiré du livre « The criminal Lu Yanshi » de Geling Yan en particulier de la fin de celui-ci qui raconte entre autres la réalité horrible des camps de travail pour la rééducation des intellectuel-le-s.

Aujourd'hui en Chine les jeunes générations ignorent les désastres causés par la Révolution culturelle, mais les ainé-e-s ayant trahi à cette époque font maintenant des excuses publiques et racontent comment elles/ils ont été amené-e-s à dénoncer des personnes membres ou pas de leur famille.



Ce film nous émeut profondément par la sensibilité de ses personnages, mais il nous horrifie aussi par la destruction de vies au nom d'une politique « de démocratie directe, de lutte contre les privilèges, contre les inégalités entre les villes et la campagne » mais surtout pour asseoir et consolider le pouvoir de Mao Tse Toung. Aujourd'hui la réalité en Chine est toute autre? Quand on sait que le film avait été pressenti pour représenter son pays aux Oscars mais que finalement ce ne sera pas parce que le beau-frère du principal investisseur du film est accusé de trahison. Quand la réalité dépasse la fiction !



JOURNEE pour la PALESTINE  
MACAYE SAMEDI 7 FEVRIER

LIEU : SALLE COMMUNALE - PROGRAMME :

11h. Table ronde : Jean Pierre Massias, Professeur invité à l'université Birzeit de Ramallah, Ana Bados du syndicat ELB qui récemment a pu échanger avec des paysans en Palestine, une personne des brigades d'Askapena de cet été, BDS Soule, le Collectif Palestine Bayonne...

14h. Repas : 10€ ; 8€ pour étudiants/chômeurs avec les bertsularis Miren Artetxe et Odei Barrosorekin

Réservations: [makea.palestina@gmail.com](mailto:makea.palestina@gmail.com)

17h. Documentaire-forum "Road to Apartheid"

19h. Concerts : Arramazka; Kaddafist Brothers, Iparretarrok, Bastardos del Rei.

+ expo+ marché+ talos...

Venez nombreuses et nombreux !  
Diffusez l'information autour de vous!

